l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
10 juin 1976
No 506

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

APPEL DE SOUTIEN A LA NEGOCIATION DES FOYERS SONACOTRA LE 11 JUIN

Le comité de coordination s'est réuni le 6 juin 76 et a pris des mesures dans le but de négocier globalement et sur sa plate-forme revendicative.

A la suite de cette réunion il a été décidé que le comité de coordination négociera avec la Sonacotra à son siège, 42, rue de Cambronne Paris-15e, le 11 Juin 1976 à 18 h 30.

Le comité de coordination appelle tous les comités de soutien, les organisations politiques et syndicales et tous les démocrates à soutenir sous les formes suivantes : lettres, télégrammes, communiqués de presse, délégations, etc. Nous appelons tous les travailleurs français et immigrés à rejoindre les comités de soutien locaux.

Avec notre détermination et votre soutien
SONACOTRA CEDERA
UNIS NOUS VAINCRONS

Le Comité de coordination
des foyers Sonacotra
(voir article p. 4)

Usine Tréfimétaux à Nantes Coueron

AUTOUR DU PROCES DE 12 FEMMES DE TRAVAILLEURS

Il y a plus d'un an, en mars 1975, les travailleurs de Tréfimétaux entraient en lutte pour des revendications principalement de conditions de travail et de salaire. A Tréfimétaux, usine de première transformation métallurgique située à Couéron à proximité de Nantes, le travail est particulièrement dur et comporte des risques non négligeables. Les salaires sont très bas et la majorité du personnel est OS au rendement et en 8. Après 8 semaines de lutte, grèves surprises, manifestations à Couéron, etc., la direction tente l'intimidation en envoyant une lettre aux familles. En riposte à cette provocation l'assemblée générale des travailleurs décide d'appeler les épouses à venir répondre elles-mêmes au directeur. Celui-ci refusant de les recevoir, 12 d'entre elles pénètrent dan son bureau où elles discutent 3 heures avec lui. Après cette entrevue, certaines revendications sont satisfaites ; les travailleurs décident d'arrêter le mouvement. Le directeur quant à lui porte plainte et les 12 femmes passent en procès le 17 juin prochain à St-Nazaire pour séquestration. Ainsi, comme partout, les patrons mettent en branle leur justice de classe pour tenter d'empêcher le développement des luttes et des formes d'actions offensives et de masse où l'unité de la classe ouvrière se renforce. D'ailleurs, l'UIMM, l'organisation patronale de la métallurgie lance un appel en ce sens aux chefs d'entreprise et cite Tréfimétaux en bonne place.

(Suite page 3)

Liban :

LA RESISTANCE S'AMPLIFIE

Le conseil de la Ligue arabe a adopté mercredi matin plusieurs résolutions qu'a publiées l'agence d'information du Moyen-Orient. Il «demande à toutes les parties de cesser le feu immédiatement et de stabiliser le cessez-le-feu», «décide de former, sous la supervision du secrétariat de la Ligue, des forces arabes symboliques de sécurité afin de préserver la sécurité et la stabilité au Liban et qui remplaceront les forces syriennes», «décide l'envoi d'une commission représentant le conseil de la Ligue... Cette commission devra collaborer avec toutes les parties au Liban pour observer la situation et assurer la sécurité et la stabilité dans ce pays», «invite toutes les parties au Liban à une réconciliation nationale sous l'égide du président élu, afin de sauvegarder l'unité du peuple libanais et son intégrité territoriale». Enfin, il «affirme l'engagement arabe à consolider la révolution palestinienne et à la protéger contre tous les dangers».

Un comité représentant le conseil de la Ligue est parti mercredi matin à Damas pour soumettre ces résolutions au président syrien Assad.

Tandis que l'agression syrienne contre la résistance palestinienne se poursuit, l'artillerie sioniste est à son tour entrée en action. Mardi soir, à 20 h 30, les villages d'Abou Kamha, Ainkeya et Hasbani, au Sud-Liban, ont été bombardés. Déjà dans la journée des avions sionistes avaient survolé le territoire libanais et la DCA palestinienne était intervenue.

Dans la nuit de mardi à mercredi, les blindés syriens ont tenté une percée en direction de la ville de Saïda. Cette attaque a été repoussée. C'était la troisième tentative syrienne. La Résistance palestinienne s'attendait à une attaque de grande envergure dans la région de Saïda mercredi matin.

Mardi soir également, le Conseil de la Ligue arabe, regroupant les ministres des Affaires étrangères des pays arabes, s'est réuni au Caire.

Cette réunion avait été demandée par Yasser Arafat afin de faire face à la nouvelle menace de liquidation de la Résistance palestinienne et de trouver une solution au conflit.

Le dirigeant de l'OLP aurait annoncé au cours de la réunion du Conseil de la Ligue arabe l'accord du président syrien Assad pour un cessez-le-feu au Liban. Il aurait également annoncé l'accord du président syrien pour l'envoi au Liban de forces arabes de sécurité chargées de maintenir le cessez-le-feu. Mais le désaccord persisterait cependant sur le retrait de l'armée syrienne et ses modalités.

Selon le porte-parole du Fath au Caire, Yasser Arafat aurait déclaré qu'il avait reçu du président Assad un ultimatum menaçant d'envahir Beyrouth. Il a également fait état de la présence dans les eaux territoriales libanaises de trois vedettes armées syriennes préparant un débarquement.

L'envoi eventuel de forces de sécurité arabes au Liban a été discuté au cours de la réunion du Conseil de la Ligue arabe.

Durant la journée de mardi, les combats entre la Résistance palestinienne et les forces armées syriennes ont atteint une grande intensité. Mardi soir, l'armée syrienne se livrait à un bombardement intensif contre les camps palestiniens et les quartiers ouest de Beyrouth. La ville de Saïda était également violemment bombardée. Les chars syriens qui tentaient d'y pénétrer rencontraient une vive résistance de la part des Palestiniens.

Le représentant du Fath au Caire faisait état mardi soir d'un bombardement intensif de Beyrouth à l'aide de roquettes de gros calibre. Les camps palestiniens de Sabra et de Chatila étaient en particulier visés. Le commandant en chef des milices du Fath a été tué mardi au cours des bombardements à Beyrouth.

De très nombreux immeubles des quartiers résidentiels de Ramlet El Baïda et de Jnah, où se trouvent la plupart des ambassades arabes à Beyrouth ont été atteints par des projectiles de gros calibre. Des obus ont dévasté, d'autre part, bon nombre de petits chalets de bois dans les établissements balnéaires du quartier, où avaient été relogés les réfugiés du bidonville de la quarantaine, pris et rasé par les phalangistes en décembre dernier.

L'attaque syrienne a provoqué de lourdes pertes en vies humaines. Des ambulances et voitures privées effectuaient un va-et-vient incessant entre les hôpitaux et les lieux des combats.

Partout, les Palestiniens opposent une grande résistance à l'armée syrienne dont plusieurs dizaines de chars ont été mis hors de combat.

L'URSS CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

De nombreux faits survenus ces derniers temps permettent de mettre pleinement en lumière cette réalité : l'URSS est un ennemi farouche du peuple palestinien comme de tous les peuples arabes.

C'est ainsi qu'au cours du mois de mai elle a resserré ses liens avec l'État sioniste d'Israël. Au début du mois de mai, l'ambassadeur soviétique à l'ONU, Malik, a rendu visite à l'ambassadeur israélien, Herzog, et a eu un long entretien avec lui pour discuter « de façon très approfondie de questions fondamentales».

Le 17 mai, Tarasenko, premier secrétaire de l'ambassade soviétique aux Etats-Unis s'est rendu à l'ambassade israélienne et a été reçu par un conseiller de l'ambassade. «Nous nous rencontrerons de nouveau» a-t-il déclaré à son départ.

Ce ne sont pas là des faits nouveaux. Même si l'URSS a été obligé de rompre ses relations diplomatiques avec Israël en 1967, elle n'en a pas moins continué à entretenir des rapports avec les sionistes, à lui donner des assurances et à l'encourager dans sa politique d'agression.

Les agressions commises par les sionistes ont toujours été profitables au social-impérialisme russe. Elles créent en effet une situation propice à sa pénétration dans la région. Elles lui permettent notamment d'exercer de multiples pressions sur les pays arabes, en particulier en ce qui concerne les fournitures d'armements.

C'est la raison pour laquelle l'URSS est farouchement opposée à l'objectif pour lequel combat le peuple palestinien : la libération totale de la Palestine. C'est la raison pour laquelle elle ne cesse de recourir à toutes sortes de pressions pour obliger le peuple palestinien à reconnaitre le droit à l'existence de l'État sioniste. Les sociaux-impérialistes russes appuient tout ce qui peut affaiblir la Résistance palestinienne afin d'être mieux en mesure de chercher à lui imposer leur diktat.

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui ils appuient l'agression syrienne contre la Résistance palestinienne. Ce n'est pas un hasard si l'agence Tass cherche par tous les moyens à justifier l'intervention de la Syrie en écrivant que *«des contingents insignifiants des forces armées syriennes sont entrés au Liban pour contribuer au rétablissement de l'ordre et à l'instauration d'un cessez-le-feu entre les groupes hostiles»*. Ce n'est pas non plus un hasard s'ils ont tout fait pour entretenir la guerre civile au Liban, n'hésitant pas pour cela à livrer des armes aux phalangistes par Bulgares interposés. Là encore leur objectif était d'affaiblir la Résistance palestinienne et de la détourner de son combat contre l'ennemi sioniste.

Mais tous ces faits permettent chaque jour aux peuples arabes de mieux discerner le vrai visage de ce prétendu «allié naturel».

L'enjeu libanais (3)

Le jeu de la Syrie

Comme le Liban, la Syrie est une république indépendante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, exactement depuis le 1er janvier 1944.. Elle a connu depuis une histoire assez agitée.

A l'automne 1970, les événements de Jordanie font éclater une crise au sein du Parti baas, une fraction étant favorable à une intervention directe en Jordanie, une autre prônant l'abstention. Celle-ci, représentée par le ministre de la Guerre, le général Assad prend le dessus par un nouveau coup d'État, le 13 novembre 1970. Le nouveau gouvernement mis en place est le résultat d'un compromis entre le Parti baas, le parti révisionniste pro-soviétique syrien et les nassériens. Fournissant la quasi totalité des armements nécessaires à la défense du pays, l'URSS conforte ses positions en Syrie.

A cette époque, au cours d'un voyage en URSS, le général Assad autorise l'agence Tass à affirmer que la Syrie ne cherchera pas à s'opposer à l'application de la résolution 242 de l'ONU. Un «Front uni national» incluant le parti pro-soviétique syrien est mis en place. Le général Assad cherchera aussi à dédouaner l'URSS de la responsabilité du putsch qu'elle fomente à cette époque au Soudan.

Mais dans le même temps le gouvernement syrien consolide ses liens avec les autres pays arabes et refuse, malgré les pressions insistantes de Moscou, de signer un «traité d'amitié» soviéto-syrien analogue à celui qui venait d'être signé avec l'Egypte.

Durant la guerre des 6 jours, la Syrie supportera de plein choc l'agression sioniste et son territoire national se verra amputer de toute la région du Golan qui présente un intérêt stratégique de grande importance pour la défense de Damas. Refusant d'accéder à la diplomatie des «petits paschère à Kissinger, elle s'est toujours depuis lors considérée en état de guerre ouverte avec Israel.

Récemment les liens de la Syrie avec l'URSS se sont quelque peu relâchés quoique sa dépendance en armement subsiste à l'égard du Kremlin. Les divergences se sont approfondies entre le Parti baas et le parti révisionniste syrien, entrainant, au début de cette année, toute une série d'arrestations dans les milieux révisionnistes.

Alors pourquoi l'intervention militaire syrienne au Liban ? Elle est essentiellement dictée par les intérêts propres au régime syrien, qui cherche à régler au mieux ses propres problèmes dans le contexte imposé par la rivalité des superpuissances dans la région.

La récupération des territoires syriens spoliés par Israel n'est toujours pas réglée. Damas entend négocier cette question en position de force.

L'état de guerre subsiste toujours avec Israël et la dégradation de la situation au Liban peut donner ptétexte à une nouvelle agression sioniste. D'autant plus que le couloir que constitue la plaine libanaise de la Bekaa débouche directement sur la capitale syrienne.

Par ailleurs le régime syrien cherche à contrôler la Résistance palestinienne pour l'empêcher de prendre des initiatives contraires à ses intérêts et, si possible, l'utiliser à ses propres fins. C'est dans cet esprit qu'a été créé et entretenu, en territoire syrien, le mouvement palestinien «Saika» et sa branche armée, «l'Armée de libération palestinienne» (ALP), étroitement encadrée et contrôlée par le Parti baas. C'est ainsi que la Saika se voit catégoriquement interdire toute action militaire contre Israel à partir de la Syrie.

Ce sont ces raisons immédiates, plus que le projet permanent du Baas de créer un nouveau «front oriental» rassemblant sous sa houlette le Liban, la Jordanie, la Résistance palestinienne, qui expliquent sa brutale intervention en territoire libanais et son agression ouverte contre la Résistance palestinienne. Celle-ci refuse en effet catégoriquement la tutelle de Damas comme de tout autre pays arabe ou puissance étrangère.

L'OLP est en même temps consciente de maintenir autour de la cause palestinienne l'unité du camp arabe, c'est pourquoi, tout en dénonçant vigoureusement l'agression de la Syrie, en y résistant par la force, en excluant la Saika des organes de la Résistance, elle appelle la Syrie à la raison et s'adresse aux pays arabes pour faire cesser rapidement cette agression qui menace son existence même.

De leur côté aussi bien l'URSS que les USA et Israël, soutiennent l'agression syrienne, espérant qu'elle viendra à bout de la Résistance palestinienne. Celle-ci, en effet, malgré les multiples pressions tant internes qu'externes effectuées principalement par le social-impérialisme russe, maintient fermement son objectif : la récupération de l'intégralité de la patrie palestinienne par la lutte armée.

L'agression syrienne doit donc être condamnée fermement puisqu'elle divise le front arabe et tend à affaiblir la Résistance palestinienne. Mais nous ne devons pas oublier pour autant que la situation troublée au Proche-Orient qui a permis cette intervention est due essentiellement aux manœuvres des deux superpuissances et principalement au social-impérialisme russe.

(à suivre)

Chars syriens en route vers le Liban.

MEETING DE SOUTIEN A LA REVOLUTION PALESTINIENNE

JEUDI 10 JUIN A 20 H MAISON D'ITALIE
CITE UNIVERSITAIRE BD JOURDAN
organisée par les patriotes syriens en France

Les cubains en Angola (2)

CHAIR A CANON DE L'URSS

Après avoir indiqué dans la première partie les circonstances de l'intervention cubaine en Angola et la dépendance de Cuba vis-à-vis de l'URSS, la deuxième partie de l'article de «Lucha por America latina» aborde la véritable nature de «l'internationalisme» cubain.

En fait, l'URSS voit dans l'Angola ses «ressources naturelles indivisibles» et son «extraordinaire importance stratégique». Mis à part le pétrole, les diamants et autres minerais dont l'Angola est très riche, Luanda, Lobito et d'autres bases navales permettent de contrôler la route maritime du transport du pétrole des USA et des autres pays d'Europe occidentale et de dominer l'Atlantique sud. En outre l'Angola sert l'expansion de l'URSS au centre et au sud de l'Afrique, zone riche en ressources stratégiques.

L'intervention soviéto-cubaine a provoqué la guerre civile en Angola et a accentué les divergences entre les trois organisations de libération angolaises. Cela constitue non seulement une ingérence dans les affaires intérieures de l'Angola, mais encore une violation ouverte du principe de l'autodétermination des peuples. La présence des troupes cubaines a signifié le massacre de 150 000 Angolais, la destruction de villes et villages, l'exil de plus de un million de réfugiés et la paralysie de l'économie angolaise, etc.

Le corps d'armée cubain en Angola manifeste, par ailleurs, le profond mépris de l'URSS et de ses agents cubains, pour l'intelligence et la capacité du peuple angolais à résoudre ses propres problèmes et combattre l'ennemi. C'est un point de vue qui s'appuie sur l'idée que ce sont les armes et les troupes étrangères qui décident du sort des peuples et non les peuples eux-mêmes.

Nouveau Vietnam ou nouvelle Tchécoslovaquie

Certains ont déclaré avec empressement que l'Angola serait devenu un «autre Vietnam». Leur objectif, cependant, est de faire passer l'expansionnisme soviétique en Angola, comme un «soutien internationaliste à un pays agressé par l'impérialisme nord-américain». Mais la vérité est qu'il s'agit de deux réalités opposées. En fait, en plus de 30 ans de guerre révolutionnaire, le peuple vietnamien a toujours compté essentiellement sur ses propres forces. Dans ce pays comme au Cambodge, au Laos, etc. les troupes soviétiques et celles des satellites de l'URSS n'ont jamais combattu, au contraire, leur intervention a été refusée en diverses occasions, car les Vietnamiens estiment, à juste titre, que les victoires doivent refléter le niveau de maturité politique de leur peuple ; ils estiment la présence de troupes étrangères sur leur territoire nocive et dangereuse pour le mouvement de libération nationale. Les victoires des peuples indochinois et des ex-colonies portugaises en Afrique, sont des exemples qui montrent que l'Angola n'est pas un Vietnam mais une Tchécoslovaquie !!!

Selon la conception «fidéliste» de l'«internationalisme» (qui n'est autre qu'une nouvelle forme de colonialisme), ne serait-il pas logique de lui demander, pourquoi Fidel n'a jamais envoyé ses troupes pour «défendre» le Chili de Allende, au lieu d'aller personnellement y faire l'éloge du «processus chilien», qui «pour la première fois dans l'histoire, a ouvert la voie du changement social par les élections et la voie pacifique» ? («Gramma 12/71). Pourquoi Fidel n'a-t-il pas envoyé ses troupes dans les campagnes du Brésil et de la Colombie où depuis de nombreuses années se poursuit la lutte armée ?

Un «internationalisme» très sélectif

En réalité Fidel, trahissant son héroïque lutte du passé, et insultant la mémoire de tous ceux – comme Ernesto Che Guevara – qui ont donné leur vie pour les idéaux de la révolution cubaine, s'est transformé en porte-drapeau de l'expansionnisme soviétique en Amérique latine et dans le monde. Ceci explique pourquoi le gouvernement cubain a cessé toute aide au mouvement de libération nationale en Amérique latine, et appuyé par contre les forces pro-soviétiques qui se sont infiltrées dans les gouvernements et les forces armées des pays latino-américains, en profitant des sentiments anti-yankees qui existent sur le continent.

Il faut lui demander enfin, pourquoi un pays comme Cuba, qui souffre du chômage et de l'absentéisme, avec une économie essentiellement dépendante et même ayant une partie de son territoire occupée par les troupes nord-américaines, peut-il prétendre «défendre» les autres peuples, alors qu'il n'a même pas résolu les problèmes nationaux ? A cela Fidel répond : «Aujourd'hui encore le drapeau des États-Unis flotte sur une partie de notre territoire ; si nous voulons, nous pouvons, en quelques heures, chasser les marines mais la base de Guantanamo occupe seulement 1 % de notre territoire et une attaque cubaine serait l'excuse que les Nord-américains attendent depuis si longtemps, pour bombarder nos villes et nos industries. Au contraire, nous attaquons l'impérialisme là où il est plus faible».

Un peuple qui en opprime un autre n'est pas libre

Il faut en tirer deux conclusions : l'une que le gouvernement cubain envoie ses hommes «combattre» là où l'URSS est à l'offensive et les USA sur la défensive, c'est-à-dire «faible». L'autre conclusion est que, plus de 17 ans après la conquête du pouvoir de Cuba par le groupe Castro et l'instauration de «Cuba socialiste», l'impérialisme nord-américain est encore plus fort aujourd'hui dans ce pays qu'il ne l'est en Angola.

C'est pourquoi les capitulationnistes comme Fidel, plutôt que d'affronter l'impérialisme dans leur propre pays, s'agitent pour trouver le pays étranger «où il est plus faible», pour le combattre.

Ceci serait la signification de l'«internationalisme» fidéliste !!

Mais ceci ne signifie rien d'autre que le capitulationnisme et l'aventurisme et non la libération nationale et l'internationalisme.

Un peuple qui en opprime un autre est un peuple opprimé.

Usine Tréfimétaux à Nantes Coueron

AUTOUR DU PROCES DE 12 FEMMES DE TRAVAILLEURS

(Suite de la page 1)

Quant au dossier d'accusation il est aussi vide que celui des soldats et militants CFDT inculpés fin 75, de Siméoni, Teisseyre ou Romain Le Gal. Depuis qu'est connue la date du procès, la section CGT qui est le seul syndicat de l'entreprise, a pris de nombreuses initiatives pour populariser et mobiliser largement pour risposter à cette attaque : tracts, conférences et communiqués de presse, appels publics, pétitions etc. ; la semaine dernière une caravane de popularisation, ce jeudi 10 juin aura lieu un meeting devant l'usine à 18 h et le 17, jour du procès, deux rassemblements à St-Nazaire. Le 1er à 11 h devant la gare, le 2e à 14 h au Palais de justice.

L'attitude du PCF qui a un certain nombre d'adhérents dans l'usine est fort intéressante. Comme partout, il a utilisé l'occasion pour mettre en avant sa personnalité parlementaire et le «Programme commun» tout en sabotant la solidarité et en limitant la mobilisation. Ses initiatives : questions au Parlement, entrevue organisée entre des femmes inculpées et des parlementaires, réunion publique dont l'essentiel fut en fait consacré à vendre la camelote de l'Union de la gauche et du Programme commun, appel à un avocat sans prévenir personne ni bien sûr celui choisi depuis longtemps par la section CGT Tréfimétaux, conférence de presse où il s'attribue tous les mérites et même celui de l'action envisagée le 17. Là encore personne n'était au courant et, à l'usine, des membres du PCF l'ont su comme tout le monde en lisant «Ouest-France» le lendemain.

Quant aux articles parus dans sa presse, comme récemment «L'Humanité-dimanche», ils mériteraient à eux seuls un commentaire, notamment pour la conception de la femme qui y est développée.

Par ailleurs, il s'est opposé à toute forme de comité de soutien.

Comme on le voit, si la lutte a pu être développée, c'est le fait de la combativité des travailleurs, des délégués qui animent la section CGT de l'usine et, comme on peut s'en douter, le PCF s'intéresse maintenant à l'avenir. Le bruit en court déjà : après le 17 juin, l'Union locale CGT va mettre de l'ordre dans cette section trop combative, qui boude les journées d'action bidons et se préoccupe plus d'organiser des assemblées générales de travailleurs que de la bonne parole des «zélus» parisiens. Les travailleurs de Tréfimétaux auront à combattre le révisionnisme et ses représentants.

Bordeaux

REPRESSION ANTISYNDICALE A LA SEP

Malgré trois semaines de grève résolue, les travailleurs de la SEP ont dû reprendre le travail sans avoir réussi à imposer la réintégration de leur camarade Ronzetti.

Il est vrai qu'ils se sont heurtés à de sérieux obstacles : attitude démobilisatrice de l'UD-CGT disant : «On ne se bat pas ainsi pour un seul licenciement», exclusion d'un délégué CGT qui s'était montré combatif, blocus des responsables de l'UD-CFDT et des trotskistes de la commission propagande. Le patron a profité de tout cela pour passer à l'offensive.

Le 1er juin, il annonçait les licenciements de 5 délégués CFDT et 15 derniers avertissements avant licenciement. Parmi les 20 travailleurs sanctionnés, 18 sont des adhérents très combatifs de la CFDT.

Il est clair que le patron est déterminé à détruire cette section CFDT. Les travailleurs de la SEP doivent gagner.

Pour les travailleurs de la SEP, l'enjeu est de taille. Imposer la réintégration des licenciés est non seulement une exigence de solidarité prolétarienne, mais c'est aussi la condition nécessaire à la réussite des actions à venir. Pour les travailleurs bordelais l'enjeu est tout aussi important. A Bordeaux, de nombreuses luttes menées par les dirigeants de l'UD-CGT se sont soldées par des échecs : Tachon, Faret, Cazenave. En faisant adopter aux travailleurs une attitude défensive, en marchandant les licenciements, ces dirigeants traitres veulent faire croire aux travailleurs que les licenciements sont inévitables, afin d'être capables une fois au pouvoir de continuer à gérer le capitalisme en toute quiétude. En adoptant une attitude offensive, les travailleurs de la SEP nous montrent qu'une autre voie existe.

C'est aussi pour cela que leur victoire est nécessaire à tous les travailleurs bordelais. Il faut absolument qu'un courant actif de solidarité se développe, pour qu'ils arrachent la victoire.

Correspondant HR

LE SEJOUR DE MERY EN CHINE POPULAIRE

Le général Mery, chef d'état-major des armées françaises, est actuellement en Chine populaire depuis vendredi dernier. Il a déjà eu des entretiens avec Yang Cheng-wu, premier chef d'état-major général adjoint de l'armée chinoise. Celui-ci a réaffirmé le soutien invariable de la RPC aux «pays d'Europe occidentale contre l'hégémonisme». Il a ajouté : «La grande puissance qui psa'modie le plus bruyamment la paix constitue le plus dangereux foyer de guerre» et elle «fait peser une menace sur les peuples du monde en général et européens en particulier».

Mery a également été reçu par le ministre chinois de la Défense, Yeh Chien-ying. Il a effectué un certain nombre de visites d'unités chinoises – dont Mery a pu apprécier l'entrainement et la qualité – d'installations militaires et en particulier des abris souterrains. Il a été reçu par le premier ministre Hua Kuo-feng qui a eu avec lui des discussions centrées sur les questions de défense.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

COMMUNIQUE DU SGEN-CFDT DU SECTEUR DE MONTARGIS CONTRE LA REPRESSION

Le communiqué déclare notamment :

«De nombreux enseignants à l'heure actuelle sont victimes de cette répression c'est de le cas de Jacques Papinski, radié pour avoir refusé une inspection, Paul Pouvillon, qui, pour avoir amené ses élèves à réfléchir sur le chômage et le capitalisme, se trouve aujourd'hui suspendu sans traitement pour trois mois, la répression s'abat aussi sur de nombreux autres enseignants traînés en commission disciplinaire.

»Cette répression touche toutes les catégories de travailleurs. Les emprisonnements de militants syndicalistes ou politiques sont de plus en plus nombreux : Edmond Siméoni, militant corse, Albert Teisseyre, viticulteur, Jacques Villiers, petit paysan qui écopa de 8 mois de prison pour avoir gifflé un juge à la suite d'une affaire de remembrement, Périg Loquet, militant breton emprisonné depuis 12 mois malgré son état de santé, les soldats en décembre, et dernièrement des militants marxistes-léninistes de Lorient dont Romain Le Gal membre de la CFDT.

»Plus près de nous, 2 travailleurs d'Orlane à Orléans ont comparu récemment devant le tribunal et ont été condamnés à de lourdes amendes pour s'être opposés à des cadres qui, lors d'une grève avaient foncé en voiture sur un piquet de grève...»

Le communiqué déclare encore notamment :

«De tels procédés sont intolérables et c'est pourquoi les militants du SGEN-CFDT du secteur de Montargis, réunis en assemblée générale, exigent :

»... La libération immédiate de Siméoni, Teisseyre, de Villiers, Locquet, Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques...»

SOUTENEZ ROMAIN LE GAL ECRIVEZ LUI
R.Le Gal 655583 1er division Maison d'arrêt de Fresnes cellule 351B 1,Division Leclerc 94261 Fresnes

Rennes

Une victoire antifasciste de masse

Vendredi 4 mai au soir devait avoir lieu à Rennes un meeting du comité de soutien à l'armée avec comme service d'ordre les tueurs du «Front de la jeunesse», organisation néo-nazie. Ces derniers s'étaient distingués lors des dernières élections présidentielles comme service d'ordre du «libéral» Giscard, en blessant gravement plusieurs personnes à Rennes et dernièrement en attaquant des lycéens et en blessant un professeur.

Jeudi soir, ces messieurs débarquant de Paris sévissaient déjà dans les rues de Rennes, contrôlant au passage les identités dans les rues, provoquant les passants, donnant des coups de pied dans les voitures, vélomoteurs, etc... Ceci sous les yeux des flics.

Vendredi se tenait une manifestation antifasciste à l'appel de plusieurs organisations dont l'Humanité-Rouge. Là, les manifestants se trouvaient face à un dispositif policier rarement vu à Rennes. Tous les endroits où devait passer la manifestation étaient encadrés par des cars de flics. Ceci sentait de toute évidence la provocation, d'autant plus que les fascistes avaient déclaré à des personnes que «s'ils ne viennent pas à nous, nous irons à eux» et que le préfet avait également affirmé : «Je veux bien arrêter à l'extrême-droite, mais il ne faut pas qu'il n'y ait que d'un bord». Devant ces faits et pour ne pas tomber dans la provocation, les marxistes-léninistes décidaient de faire une manifestation courte qui se dissolvait à la préfecture. Pendant ce temps, le fasciste Dupuy de Méry faisait son discours devant 60 personnes selon «Ouest-France», protégé par les forces de l'ordre bourgeois, fascistes et flics discutant de copains à copains. A 22 heures, les néo-nazis, casqués, armés, s'alignaient devant la salle, chantant des chants nazis et lançaient des boulons sur les passants. Ils ramenaient leurs armes (matraques, lames de rasoir, poings américains) dans une fourgonnette de location. Pour cela, ils traversaient tout un dispositif policier. C'est tout aussi tranquillement qu'ils allaient à leur local, empruntant toute la rue en sens interdit, et là, devant les cars de flics ils déchargeaient leur matériel. Plus tard dans la nuit, les flics étant toujours en place, les fascistes se livraient à la «chasse aux rouges» dans les rues de la ville, blessant une dizaine de personnes, en se mettant à 10 contre 1.

Samedi, avait lieu le grand marché populaire des Lices. Les marxistes-léninistes diffusaient comme d'habitude, ainsi que le comité de soutien aux Sonacotra. Dès 8 heures, un car de flics est en bas du marché. Un panneau relate les événements et dénonce la protection des fascistes par les flics. De très nombreuses personnes lisent le panneau et en discutent. A 10 heures, les fascistes arrivent armés de poings américains. Nos camarades restent sur place, continuant à lancer des mots d'ordre dénonçant les fascistes. Ceux-ci agressent alors nos camarades.

Immédiatement, un travailleur se précipite et repousse les fascistes, un petit commerçant leur jette un cageot, de nombreuses personnes les prennent à partie, les bousculent. Finalement, les fascistes doivent reculer et sont repoussés hors du marché. Après que les flics soient alors intervenus, les fascistes reviennent une seconde fois et frappent à nouveau des travailleurs et des camarades. Tout cela sous l'œil bienveillant des flics. Une fois de plus, les masses repousseront les agresseurs. Nos camarades remettent en place leur panneau, lancent des mots d'ordre dénonçant la collusion des flics et des fascistes, font une affiche sur ce qui vient de se passer. A partir de ce moment, ce sera un attroupement permanent. Les gens discutent, témoignent à nos camarades de leur sympathie et de leur indignation. Les flics qui rôdent sur le marché, ne pourront pas procéder aux arrestations qu'ils voulaient faire.

La provocation n'a pu marcher. Non seulement les fascistes n'ont pu empêcher nos camarades de diffuser mais ils ont été repoussés par les masses et c'est l'appareil d'État, les flics et leurs chefs qui ont été dénoncés.

Rennes

La réalisation de l'unité à la base et dans l'action, français et immigrés

Dans une petite entreprise de la métallurgie, à Rennes, employant 70 ouvriers dont 50 % de travailleurs immigrés, aucun d'entre eux n'était organisé. Face aux salaires très bas, aux conditions de travail sans sécurité, aux cadences infernales, les ouvriers se sont unis et créent une section syndicale CGT sur des positions de lutte de classe.

Peu à peu les ouvriers ont pris conscience de la nécessité de s'organiser et aujourd'hui tous ont fait un premier pas en se syndiquant pour mener la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Face à cela, le patron prend peur et licencie un des ouvriers les plus combatifs. Certains ouvriers se regroupent pour organiser la lutte contre le licenciement de leur camarade.

Ce n'est pas du goût de la direction syndicale (de l'union locale) qui refuse le tract et en fait un autre 8 jours après le licenciement empêchant ainsi que la base se mobilise.

Pour nous, l'unité se fait à la base, c'est aux ouvriers de prendre leur sort en main et non aux unions locales de le faire à leur place.

Cela montre aussi que si le syndicat peut être une arme efficace, encore faut-il qu'il ait des conceptions idéologiques, politiques et organisationnelles prolétariennes, ce qui n'est évidemment pas le cas de la CGT aux échelons dirigeants (y compris dans la plupart des UL) qui cherchent à imposer leur point de vue révisionniste et non à soutenir les luttes des travailleurs. Il y a donc aussi un combat à mener contre le révisionnisme.

Pour les ouvriers de cette entreprise, après la première victoire que représente la création de notre section, la question de l'unité se pose pour 2 questions : nous unir pour qu'entre travailleurs français et immigrés il n'y ait plus de différence, et pour refuser tout licenciement et toute répression.

** Note aux correspondants :*

Il est bon d'avoir de tels exemples de lutte, mais camarades, n'oubliez pas de nous indiquer le nom de la boite et le lieu, ce qu'elle fabrique. C'est important pour mieux faire connaitre votre lutte.

Griffet (Marseille)

TRIPATOUILLAGES DE PARTIS BOURGEOIS AUTOUR D'UNE LUTTE

Depuis 20 mois, les travailleurs de Griffet (le plus long conflit actuel) occupent l'entreprise (fabrique de tracteurs-grues) pour imposer le maintien de leur emploi.

Pendant ces longs mois il n'a pas manqué d'individus de toutes sortes pour proposer leurs solutions aux «Griffet». Ceux-ci ont d'abord compté sur eux-mêmes et sur la solidarité d'autres travailleurs pour empêcher tout licenciement. Mais jusqu'à présent, le seul résultat obtenu cela n'a été que des «promesses», toujours non tenues, de stages de formation dans l'entreprise même pour tous les licenciés. Aujourd'hui, après d'autres un patron éventuel se propose : il s'agit d'un certain Génoyer. Ce monsieur avait déjà fait parler de lui quand l'Olympic de Marseille et Titan-Coder étaient en difficulté. PDG de La Phocéenne de métallurgie, Génoyer est en quelque sorte un spécialiste des entreprises en difficulté. Mais quel profit peut-il en tirer, direz-vous ? Sur le plan financier, nous ne sommes pas dans la confidence, mais il n'est pas difficile d'imaginer quelle sorte d'intérêt trouve M. Génoyer à agir de la sorte.

Ce patron au «grand cœur» est en effet membre du conseil municipal, appartient aux Républicains indépendants (giscardiens) et fait partie de la majorité municipale de Defferre le «socialiste». Le préfet UDR Auriac est prêt quant à lui à bénir cette union (socialiste-RI) pour permettre à l'un, président du conseil général, de racheter les terrains et immeubles de Griffet et à l'autre de reprendre l'affaire ... qu'ils disent !

Les Griffet au cours de la manifestation du 1er Mai à Marseille (photo correspondant HR).

Parce qu'en attendant aucune réponse ferme n'est donné aux travailleurs. Se faire un peu de publicité sur le dos des grévistes en vue des prochaines élections municipales voilà en tout cas ce qui intéresse dans l'immédiat ces bourgeois qui prétendent défendre les intérêts de ceux qu'ils réduisent à la misère et exploitent quotidiennement.

Foyers Sonacotra

Négociations prochaines

A la suite de la dernière réunion du comité de coordination des foyers Sonacotra, des décisions importantes ont été adoptées à la quasi unanimité traçant une ligne d'action pour faire aboutir le mouvement.

Depuis plusieurs mois, les patrons de la Sonacotra ont refusé de négocier avec le comité de coordination prétextant que celui-ci n'était pas «représentatif», alors qu'il s'était montré capable de mobiliser pour le meeting du 21 Février des milliers de résidents, tout comme à la manifestation du 24 Avril à Barbès. La vérité c'est que la Sonacotra a bénéficié d'une «porte de sortie» offerte par les dirigeants du faux parti communiste qui proposaient dans les municipalités dont ils ont le contrôle, des négociations sur la base de chaque foyer et à partir de revendications inférieures à la plate-forme nationale. Le PCF ne pouvant contrôler le mouvement, il préférait donc s'y opposer de front, en espérant couper le comité de coordination de la masse des résidents en grève dans les foyers.

Seulement, le comité de coordination reflétant l'esprit combatif des résidents (qui plusieurs fois n'avaient pas hésité à expulser les bonzes révisionnistes des foyers) ne s'est pas laissé impressionner par les bureaucrates du PCF et ont dénoncé publiquement dans un communiqué ce parti comme un parti de traîtres.

La Sonacotra a également essayé par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur de casser le mouvement en semant la terreur et en lançant une grande campagne de répression : ce sont 18 frères délégués qui ont été expulsés au mépris des lois bourgeoises elles-mêmes.

Seulement, cette répression n'a pas eu l'effet escompté par la Sonacotra. Au contraire, les rangs des grévistes se sont resserrés. plus encore et leur unité a été plus forte autour de leur direction et de la plate-forme revendicative. Il y a eu notamment la grande manifestation de Barbès le 24 Avril.

La Sonacotra n'avait pas d'autre issue que la négociation avec le comité de coordination.

Seulement, pendant un temps elle devait encore bénéficier de l'aide d'une poignée d'individus, tous appartenant à diverses organisations trotskystes qui manœuvrèrent à partir de certains comités de soutien pour aboutir à des arrêts de la grève, comme ce fut le cas aux foyers Victor Basch de Massy ou celui de Sevran.

Depuis ces messieurs ont également été dénoncés par les résidents.

C'est dans les conditions d'une situation excellente dans l'ensemble que le comité de coordination a pris la décision de redemander à la Sonacotra la réouverture des négociations.

Sur ce point il est nécessaire de dénoncer l'article paru dans le quotidien trotskyste «Rouge» de lundi dernier. Celui-ci déclare en effet que ce serait *«sous la pression de nombreux résidents»* que *«la position d'aller devant la Sonacotra pour exiger la négociation s'est retrouvée majoritaire»*. Autrement dit, ces individus insinuent dans leur feuille que le comité de coordination aurait été jusqu'à présent coupé des résidents en quelque sorte. Rien n'est plus faux ; et si nous pouvons l'affirmer ici, c'est que suite à cet article nous sommes rentrés en contact avec la coordination qui a démenti fermement ces «informations» mensongères et démobilisatrices.

La vérité est bien autre. Dans beaucoup de foyers, la grève se maintient et se renforce, de nouveaux foyers de la région parisienne sont rentrés en grève depuis peu, et d'autres se préparent en province à entamer le mouvement dès maintenant ; il existe un rapport de force favorable.

C'est dans ce contexte que la Sonacotra devra négocier avec les grévistes des foyers Sonacotra et leur comité de coordination, sur la base de leur plate-forme revendicative.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE

«Le comité de coordination, constitué de tous les membres élus démocratiquement par les comités de résidents des foyers Sonacotra, en grève des foyers depuis 20 mois, s'est réuni, dimanche 6 juin, à Argenteuil. Il a pris l'engagement d'entamer des négociations avec la direction Sonacotra, le 11 juin prochain, à 18 h 30, sur sa plate-forme revendicative. Seize délégués ont été élus qui se rendront au siège de la Sonacotra, accompagnés d'avocats et de journalistes. Jusqu'à maintenant, la direction s'est toujours refusée à reconnaitre le comité de coordination, préférant des négociations foyer par foyer et utilisant tous les moyens d'intimidation et d'oppression pour tenter de briser la grève par tous les moyens d'intimidations, lettres d'huissier, diffusion de tracts et affiches accusant la coordination de refuser les négociations, menaces d'expulsion des foyers, etc...).

Le recours en Conseil d'Etat, demandé par les avocats, n'a jusqu'à présent eu aucune suite..

De plus, les résidents continuent à verser leur loyer à un huissier et le feront jusqu'à ce que les négociations aboutissent.

Le comité de coordination lance un appel de solidarité à l'ensemble des travailleurs français et immigrés et aux organisations, syndicats et partis politiques démocratiques, à venir appuyer la délégation, le 11 juin 1976 à 18 h 30, au siège de la Sonacotra, 42 rue Cambronne, Paris 15e, afin de renforcer la pression sur la direction de la Sonacotra et assurer le maximum de sécurité.

Le Comité de coordination

Menaces de licenciements à l'assemblée permanente des chambres de l'agriculture

200 SALARIES ENVAHISSENT LES LOCAUX

Contre les menaces de licenciement, mercredi dernier, 200 salariés d'organisations agricoles, venant de plusieurs départements, sont venus protester à Paris (à l'appel de la CFDT agriculture).

Les patrons de l'agriculture préparent une restructuration des organismes de développement ; actuellement ce sont les SUAD, Service des chambres d'agriculture, qui appliquent la politique agricole de développement et en reçoivent les subventions. Un projet prévoit la disparition de ce service et la reprise (en se partageant le gâteau) par le Crédit agricole, les FDSEA et les coopératives. En fait, tous les services qui sont dans les chambres, gestion, élevage... risquent d'être touchés.

Ce démantèlement entraînera des licenciements ; ce sera également l'occasion de se débarrasser des salariés combatifs.

Nous sommes donc allés demander des explications à Perrin (président APCA) et sa troupe, et surtout montrer notre détermination de n'accepter «PAS UN SEUL LICENCIEMENT».

Ils étaient là, en session ; ce fut semble-t-il la surprise. Il fallait les voir, les directeurs et présidents de chambre, nous refouler de la salle, à la fois furieux et mal à l'aise, sous les cris de «halte à la répression».

Quelques instants plus tard les flics sont arrivés.

C'est la seule réponse de ces bourgeois, devant la détermination des travailleurs à défendre leur emploi.

Correspondant HR

DANS LA SERIE «LES REVISIONNISTES DEFENDENT LES LIBERTES»

Il était une fois, à Fontaine, dans la banlieue de Grenoble, des travailleurs qui jamais, au grand jamais, n'avaient prononcé ces paroles : «Merci aux gardiens de la paix !». La chose est rare. Et si tel était le cas à Fontaine, c'est qu'assurément ces travailleurs ne connaissaient pas tous les bienfaits et les menus services que rendent aux petits enfants comme aux vieilles grands-mères ces généreux «gardiens de la paix».

Ils ne les connaissaient pas. Et pour cause. De «gardiens de la paix» à Fontaine, il en manquait ! Soucieux, comme chacun sait, de «défendre les travailleurs», et plus soucieux encore de «défendre les libertés», les notables du faux parti communiste français installés à la municipalité ont décidé de combler cette lacune.

Et c'est ainsi que l'on a pu lire fin mai dans un quotidien régional que *«la municipalité::: a fait de nombreuses interventions tant auprès de la préfecture que du ministre de l'Intérieur, visant à obtenir le renforcement des effectifs de police à Fontaine»*. Les flics en fonction dans cette ville de 25 000 habitants *«ne pouvaient plus en effet assurer d'une manière satisfaisante la sécurité des biens et des personnes»*...

Malheureusement, *«à ce jour toutes les réponses obtenues.. sont négatives»*. *«C'est pourquoi une nouvelle démarche va être entreprise pour que le renforcement du poste de police soit effectif et pour que des rondes nocturnes soient effectuées régulièrement dans notre localité, afin de prévenir les agissements d'une minorité d'individus»*.

Ainsi, en attendant de pouvoir dire *«Merci aux gardiens de la paix»*, la population de Fontaine peut-elle déjà dire *«Merci aux révisionnistes»*. Mais à propos, la liberté qu'ils défendent si bien ces faux communistes, *«la sécurité des biens et des personnes»*, ne serait-ce pas la liberté pour la bourgeoisie de nous exploiter jusqu'au sang, nous autres ouvriers..

Les conditions de travail dans une fabrique de classeurs près de Grenoble

EXPLOITATION ACCRUE ET...

Les Ets Nicollet (à Echirolles banlieue de Grenoble) fabriquent du matériel de classement et notamment des classeurs pour les écoliers. Sur le marché, ils représentent la marque Etnic Europ et se définissent comme le «le premier spécialiste européen du classement». C'est sans doute aussi un des premiers spécialistes pour exploiter les travailleurs (environ 200, essentiellement des femmes) et les payer à coup de lance-pierres.

En avril, la direction affiche une note de service applicable immédiatement qui vise à réduire l'absentéisme, et de quelle façon... On a le droit d'être malade une semaine tous les 6 mois, toute durée supérieure sera multipliée par 4 et le congé maladie sera déduit de la prime de 13e mois. Exemple : si on manque 15 jours, une semaine (non autorisée) x4 égale 1 mois, on est considéré comme ayant manqué un mois et une semaine.

Les dirigeants CGT annoncent d'emblée que le patron n'acceptera pas de retirer cette note. Un ou deux délégués se battent contre cette position défaitiste et montrent les vraies causes de l'absentéisme : les conditions de travail (travail au rendement) sans compter le manque de chauffage en plein hiver. Pour les ouvriers unanimes, il n'est pas question d'accepter une telle note. On réussit à imposer une réunion de l'ensemble du personnel : la quasi totalité des travailleurs y vient (même des non-syndiqués).

Les responsables syndicaux reprennent à leur compte une proposition du syndicat autonome CFT (qui représente une poignée de personnes)à savoir : «il faut faire une contre-proposition au patron et lui proposer une prime d'assiduité mi-individuelle, mi-collective, comme cela ce sont les ouvriers eux-mêmes qui s'auto-contrôleront...»

C'est la huée générale, ils ne peuvent même pas finir de parler.

Les travailleurs montrent qu'ils sont prêts à lutter : «C'est le moment de faire grève, il ne faut pas laisser traîner l'affaire pendant 6 mois comme d'autres fois par le passé.»

Une déléguée du personnel CGT intervient pour dénoncer «la honteuse proposition que certains responsables syndicaux osent faire, qui va ainsi à l'encontre des intérêts des travailleurs en les divisant, alors que c'est le moment de montrer au patron combien on est unis dans l'usine pour imposer notre volonté». La décision est unanimement prise de faire grève le lendemain si le patron ne cède pas.

Vu le rapport de force, le patron revient le jour même sur sa décision : «La note est purement et simplement annulée».

C'est une grande victoire des travailleurs remportée à la fois sur le patron et sur les partisans de la collaboration de classe.

...ACCIDENTS DU TRAVAIL

Mercredi 3 Juin, un grave accident du travail s'est produit. Une ouvrière travaillant sur une machine faisant des classeurs en plastique s'est fait prendre les mains sous la presse, en même temps le système de soudage (électrode où passe un courant de 15 000 volts) s'est déclenché. Elle est gravement brulée' et ne pourra peut-être jamais se servir de ses mains si les nerfs et les tendons ont été touchés par le courant.

Déjà, au mois de mars, une ouvrière s'était fait prendre un doigt sous une presse. Elle n'a pas toujours retrouvé l'usage de son doigt.

Pour la direction et le comité hygiène et sécurité, c'est bien sûr le hasard, la malchance... ou la faute du constructeur de la machine («les boutons d'enclenchement devraient être dans un boitier»).

Mais la réalité, c'est que les ouvrières travaillent au rendement et sont obligées d'aller toujours plus vite, alors comment s'étonner que les accidents arrivent. De cela, les ouvrières ont bien conscience, elles disent elles-mêmes «ça devrait être interdit de travailler au rendement sur de telles machines», «d'un moment à l'autre des accidents vont arriver quand on voit dans quelles conditions on travaille, et quand on pense que sur certaines machines il n'y a aucun système de sécurité», «il faudrait faire quelque chose»...

Certains responsables du syndicat CGT ne veulent rien faire sur ce problème. Le patron a ainsi les mains libres; un boitier de protection risque sûrement d'être très rapidement sur la machine (il faut que la machine tourne car c'est la pleine saison de travail pour la rentrée scolaire), mais les conditions de travail restent inchangées... A quand le prochain accident ? Qu'importe... Le patron se remplit les poches : pour lui, l'homme est le capital le moins précieux...

Etudiants

Montpellier: un étudiant condamné à un an de prison, un autre menacé d'expulsion, d'autres procès à venir

LUTTE DE MASSE CONTRE LA REPRESSION

Après avoir voté et confirmé à plusieurs reprises le principe du boycott des examens, les étudiants de la faculté des Lettres de Montpellier se sont donnés les moyens de le faire respecter. Le recteur Richard avait dit que *«Montpellier serait un test national»* ; aussi, vu la détermination des étudiants, la répression s'est-elle accentuée. Les flics ont trouvé deux boucs émissaires : Jean Laforgue et Didier Rafanel qu'ils ont inculpés pour jets de cocktails Molotov. Ce sont bien des boucs émissaires car leur innocence a été prouvée par plusieurs personnes qui se trouvaient sur les lieux.

La semaine dernière, au jour de leur procès, 300 étudiants se rassemblaient à 13 h 30 devant le Palais de justice pour les soutenir . Les flics barraient les entrées, malgré que le procès soit public. L'avocat des inculpés lui-même eut du mal à pénétrer. A 14 h 30, Jean et Didier rentraient menottes aux mains — Jean, toujours les poignets bandés, suite aux violences qu'il a subies au commissariat.

Après que le président du tribunal aît assuré de son désir de juger en toute objectivité, trois CRS comparaissaient et, assermentés, déclaraient formellement reconnaître en la personne de Jean le lanceur de cocktails.. En fait, pour formelle qu'elle soit, cette reconnaissance laisse planer quelques doutes. «L'homme au cocktail» avait été vu revêtu de rouge. Jean fut accusé parce que la veste vert-kaki qu'il portait est réversible et de couleur rouge à l'intérieur. Les CRS affirment que l'intérieur de la capuche qui lui recouvrait la tête était effectivement verte. Chose impossible à constater comme il devait ˆtre prouvé lors de la reconstitution des faits. Par contre, la veste retournée laisse apparaître une large bande verte sur le devant.. Cela les CRS ne l'ont pas remarqué. Le président, en tout état de cause, ne relève pas d'incohérences. Et il n'y voit que du...rouge.

Après la comparution des témoins de la défense pour lesquels les questions posées sont autrement plus précises que celles auxquelles les CRS ont eu à répondre — curieusement ! — le procureur présente son réquisitoire.. *«M. Laforgue s'est opposé aux forces de l'ordre qui, quoiqu'on en dise, venaient assurer la liberté des examens...»*. Cela vaut bien un an ferme !

L'avocat de Jean demande la relaxe après avoir dénoncé la répression systématique des luttes et la faiblesse des arguments de l'accusation. Verdict : un an de prison dont 4 mois fermes !

Arrive le tour de Didier Rafanel. La seule personne qui l'aît soi-disant vu jeter un cocktail n'a pas jugé bon de venir témoigner ! Le procès était donc renvoyé au 9 juin, date que Didier a dû attendre derrière les barreaux de la prison. A nouveau un rassemblement était prévu devant le Palais de justice pour ce second procès.

Cependant la bourgeoisie ne s'en n'est pas tenu là. Deux nouvelles inculpations ont été prononcées pour violences et voies de fait contre des flics. Elles visent Jean Luc Clavier et Michel Mira lequel est de surcroît accusé pour «port d'armes».. De nationalité espagnole , il risque l.'expulsion et 7 ans dans les prisons de Juan Carlos.

Un comité de lutte contre la répression s'est créé sur Montpellier, il devait organiser une manifestation le 8 juin pour soutenir les inculpés et exiger leur libération immédiate.

LARGE SOUTIEN AUTOUR D'UN PAYSAN CONDAMNÉ A 22 MOIS DE PRISON

Les criminels racistes agissent en toute impunité. Mieux, ils sont couverts par les plus hautes sphères de la bourgeoisie et par son appareil d'État. La répression, elle, s'abat sauvagement sur les travailleurs, les paysans, les étudiants, les masses populaires dès lors qu'elles engagent la lutte contre l'ordre pourri de la bourgeoisie, contre le capitalisme qui va chaque jour un peu plus vers sa putréfaction totale.

Un agriculteur d'Aiguillon en fait l'expérience, pour le moins. Jacques Villiers inculpé d'«outrage à magistrat» comparaissait le 25 mai dernier à Agen. La cour d'appel lui a infligé 22 mois de prison dont 12 avec sursis. Non contente de ce verdict rendu à la sauvette à 8 h 30 du matin alors qu'on l'attendait pour 14 heures, elle a encore décidé de le priver pour 5 ans de ses droits civiques... Pour une gifle qui a été aplatie sur le nez d'un juge !

Jacques Villiers est chez lui depuis le 25 mai pour se remettre de ses 50 jours de grève de la faim. Il va demander une suppression de peine au garde des Sceaux. Pour ce faire il lui faut plus de 3 000 signatures. Aussi des pétitions circulent-elles dans toute la France.

Mais le comité de soutien réuni le soir même à Erillon refuse la décision du tribunal et a décidé de ne pas arrêter là son action. Il dit que le cas Villiers n'est pas un cas isolé, et dénonce les mesures de répression qui frappent les syndicalistes et les militants politiques. Il se prépare à une longue lutte. Il s'est donné une direction collective composée de représentants de différents secteurs géographiques qui animent des comités locaux. Pour se renforcer il a bien redéfini sa position de principe : la lutte contre la répression.

Le comité de soutien a décidé d'associer sa lutte, sur cette base, aux autres comités de soutien. Tout près, les comités de soutien à la famille paysanne Terral, à Albert Teisseyre, à Romain Le Gal, aux paysans de la Gironde. Pour s'élargir et faire connaitre son action, le comité de soutien et Jacques Villiers préparent une première brochure d'information.

A l'initiative des paysans-travailleurs du Lot-et-Garonne un comité de défense des paysans spoliés par le remembrement s'est constitué, ce qui vient encore confirmer que le cas Villiers est loin d'être isolé.

Correspondante HR.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Un livre à lire alors que s'ouvre le procès du policier Marquet assassin de Mohamed Diab tué le 29 novembre 1972 d'une rafale de mitraillette au commissariat de Versailles

«LES DOSSIERS NOIRS DU RACISME»

«Il a fait très chaud sur Marseille en cette journée du 28 août 1973. Et Lounès Ladj n'est pas pressé de rentrer ce soir dans la cité bruyante. Son père, manœuvre dans le bâtiment, est hospitalisé depuis la veille à l'hôpital de la Timone, victime d'un accident du travail. Lounès espère pouvoir bientôt gagner un salaire... Il veut devenir soudeur. Son frère aîné travaille comme docker, ses frères Ahmed et Mohamed sont plombiers. Lounès est le quatrième des onze enfants de la famille Ladj, qui réside en France depuis 1959...

Lounès Ladj fait quelques pas et s'assied sur la murette de pierre qui prolonge la terrasse du bar. Il paraît plus âgé que ses 16 ans. Il est 23 heures et il ne prête pas attention à l'arrivée d'une 403, couleur blanc cassé, qui vient de la direction du lycée nord, ni à ses deux passagers. Pas plus qu'à la BMW beige qui la suit.

La BMW ralentit, puis s'arrête sur le bord du chemin de la Madrague-ville, juste en face de Lounès Ladj, de l'autre côté de la route. La 403, elle, progresse dans le carrefour et vire à gauche, puis s'arrête lentement à hauteur du jeune homme. Une vitre de la voiture s'abaisse, Ladj s'entend interpeller en arabe : on lui demande un renseignement sur le chemin à suivre. Il s'approche du véhicule, sans méfiance, son sandwich à la main, se penche légèrement vers la portière avant droite de la 403 pour mieux voir l'homme qui le hèle.

Trois détonations déchirent la nuit. L'impact des projectiles redresse Lounès Ladj, qui pivote sur lui-même et s'écroule sur la chaussée.»

C'est sur ces mots que commence le livre* de François-Noël Bernardi, Jean Dissler — avocat de Roland Agret actuellement —, Alain Dugrand — journaliste à *Libération* —, et Alex Panzani — journaliste au quotidien régional du faux parti communiste français, *la Marseillaise*.

Lounès Ladj mourut le lendemain, à 6 heures du matin. *«Une patrouille de police de la première compagnie territoriale effectuait une mission de contrôle à l'angle du chemin de la Madrague-ville et de la traverse Bernabo au moment même où se perpétrait le crime».* Donc tout près de là. Les deux voitures devaient néammoins disparaître dans la nuit.

Trois douilles de calibre 7,65 étaient retrouvées et remises à la police — le 7,65 c'est le calibre qu'utilisent justement les flics. Cela n'empêchait pas le parquet de Marseille d'estimer qu'il était *«tout d'abord nécessaire d'établir de quoi est mort Lounès Ladj».* Il jugeait sans doute qu'on peut très bien avoir l'abdomen et le thorax traversés de deux balles et qu'on peut néammoins être mort de crise cardiaque ! Ainsi engagée, l'enquête ne risquait pas d'aboutir rapidement...

Alors Mohamed et Ahmed Ladj prennent les recherches en main. Et c'est grâce à eux que le premier des auteurs de ce crime raciste, Raymond Michel, est mis à la disposition des services de la police judiciaire, le 25 octobre 1974. Quelque 14 mois après l'assassinat de Lounès Ladj !

C'est ce Raymond Michel qui était au volant de la BMW le soir du crime. Il suivait la 403 d'où est parti le coup de feu. Et c'est un dénommé François Canto, sous-brigadier de police, qui a tiré. Sans autre motif que la haine raciste. Il sera inculpé le 26 octobre. Ce même jour, Raymond Michel, jusque là considéré simplement comme suspect, est remis en liberté. Et il faudra que le scandale menace d'éclater pour que trois jours plus tard, le 29 octobre, il soit inculpé de complicité et écroué.

Le 29 décembre 1974, Canto meurt dans sa cellule d'une crise cardiaque. Quant à Michel, il est tout simplement libéré le 23 janvier 1975. Pour complicité d'assassinat raciste, il n'aura eu que 84 jours de prison. Par ailleurs, les autres complices ne seront jamais identifiés.

Par contre, ce sont Mohamed et Ahmed Ladj qui sont inquiétés. Ils se sont montrés trop clairvoyants et trop persévérants dans leur enquête. Les flics les font surveiller par une indicatrice. Bientôt les flics trouvent un prétexte pour les arrêter : des bruits courent sur la participation de l'un à un hold-up et sur la participation de l'autre à trois vols qualifiés. Le 21 novembre 1974, à 6 heures du matin, ... un inspecteur procède à l'arrestation de Mohamed. Ahmed sera écroué à son tour le lendemain. Bientôt les coinculpés des frères Ladj reviennent complètement sur les déclarations qu'ils avaient faites : Mohamed et Ahmed ne sont pour rien dans ces affaires ! Remis en liberté le 10 janvier1975, Mohamed aura encore à déjouer les pièges tendus par l'indicatrice qui cherche à le faire tomber dans une provocation. Quant à Ahmed il est remis en liberté provisoire le 27 mai 1975. A sa sortie de prison il est attendu et on lui notifie qu'une procédure d'expulsion est engagée contre lui parce qu'il *«a attiré plusieurs fois défavorablement l'attention des services de police» !*

Conduite par l'ambassadeur d'Algérie en France, l'immense foule accompagne à l'aéroport de Marseille les corps des victimes de l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille perpétré le 14 décembre 1973.

8 Algériens assassinés en 15 jours

«Les dossiers noirs du racisme» rappellent encore comment durant la seconde quinzaine d'août 1973 ce sont 8 Algériens qui ont ainsi été assassinés à Aix-en-Provence et à Marseille.

Mais seules les enquêtes concernant les assassinats de deux d'entre eux, Lounès Ladj et Abdelouab Hemaham, devaient aboutir. La première, on a vu à quoi !

Quant à la seconde elle devait conduire à l'incarcération de trois personnes. Deux d'entre elles devaient sortir de prison un mois plus tard, quant à la 3e, qui avait porté les coups de madrier mortels, elle devait être libérée 82 jours après avoir été écrouée !

Les autres enquêtes ont débouché sur des non-lieux. Certaines n'ont pas été ouvertes du tout... Mais les suites données à la mort de Said Ghilas sont particulièrement odieuses (voir encadré).

Pour la CGT c'est le patronat qui manipule la lutte contre les crimes racistes

Mais l'ouvrage des journalistes de «Libération» et de la «Marseillaise», de Dissler et de Bernardi, ne s'arrête pas à la seule dénonciation des crimes racistes. Il dénonce aussi la presse qui ment, cette presse raciste qui tue et notamment «le Méridional-la France» que dirige le socialiste Defferre !

«Les dossiers noirs du racisme» s'attachent à démasquer les fauteurs de crimes, ceux qui organisent les campagnes racistes et qui tirent les ficelles d'attentats comme celui perpétré le 14 décembre 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille, attentat à la bombe qui devait encore faire 4 morts et 20 blessés. Derrière les sigles des organisations fascistes et racistes, «Justice pied noir», «SOA», «Usdifra», «Club Charles-Martel», «Comité de défense des Marseillais», etc., l'on retrouve toujours les mêmes têtes, qui continuent à agir en toute impunité. Il retrace l'épisode de la découverte de la prison clandestine d'Arenc.

A plusieurs reprises enfin il dénonce ceux-là même qui cherchent à se faire passer pour les meilleurs défenseurs du peuple algérien, les révisionnistes dirigeant le PCF et la CGT. *«Les dossiers noirs du racisme»* rappellent ainsi par exemple les propos 100 % racistes et antialgériens tenus par la municipalité révisionniste de Nanterre après la décision du secrétariat d'État à l'Immigration de faire «disparaître» les bidonvilles : *«Le bulletin municipal de juin 1970 de la ville de Nanterre écrit sans ambages : "La position de la municipalité est et reste catégorique : pour maintenir dans la ville un équilibre de population normal, 85 % des familles des bidonvilles doivent être logées hors de Nanterre".»*, sinon, n'est-ce pas, le «seuil de tolérance» étant atteint, l'on risque de voir se produire des incidents racistes !

Un autre bel exemple de «l'antiracisme» des dirigeants révisionnistes devait être fourni après la mort de Lounès Ladj. *«Fos est paralysé par une grève... Ce lundi 3 septembre 1973, quelques frères venus de Marseille, toute proche, ont placardé des portraits de Lounès Ladj... Voyant s'allonger la liste de leurs compatriotes tombés victimes de "meurtriers non identifiés", les immigrés du midi de la France ont décidé "de faire quelque chose" : la grève... A Fos, le mouvement est suivi à 100 % ; de même à Marseille, à Toulon, à Aix-en-Provence. Ils sont des milliers et des milliers. Le mouvement surprend, inquiète : l'union départementale CGT des Bouches-du-Rhône n'ira-t-elle pas jusqu'à affirmer que "tout cela est orchestré par le patronat" ?»* (p. 53)

Des insuffisances dans cet ouvrage, il y en a. Mais déjà le fait qu'à plusieurs reprises il révèle ou rappelle des déclarations ou des comportements significatifs du racisme des dirigeants révisionnistes et socialistes, le fait qu'il mette en lumière le fait qu'une poignée de gens, toujours les mêmes, commandent, derrière leurs protections, les campagnes xénophobes et les crimes racistes, le place parmi les bonnes études sur le racisme. C'est à ce titre que nous considérons qu'il contribue utilement à l'indispensable combat qu'il faut mener dans l'unité, travailleurs français et immigrés, pour abattre la bête raciste.

Quand la sécurité sociale s'en mêle

Le 29 août à 4 h 30 du matin, Hocine Djouri se rend à son travail à pied. Il entend un râle et découvre un camarade de travail, Said Ghilas, écroulé par terre. Transporté à l'hôpital, Said décède le lendemain d'une fracture du crâne. Une fracture de son radius gauche, des marques à l'avant-bras et à la main prouvent qu'il s'est défendu avec énergie. Une information est ouverte pour homicide volontaire. Le 12 août 1974, le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu. La partie civile fait appel. Mais le 13 juin 1975 le non-lieu est confirmé. Cependant l'affaire n'en reste pas là. *«La justice se penche d'une autre façon sur le dossier de Said Ghilas : elle cherche à déterminer si la victime n'était pas partie trop tôt pour son travail... De cela dépendent en effet les prestations que la Sécurité sociale devra verser à Mme Ghilas et à ses sept enfants»*, âgés de 1 à 12 ans. Said Ghilas devait marcher pendant une heure et demie pour aller à son travail. *«Mon mari devait se trouver sur son lieu de travail vers 6 h 45, pour être prêt à travailler effectivement à 7 heures. Il est parti plus tôt que d'habitude, car il ne voulait pas arriver en retard»* explique la veuve de Said. Le 30 mai 1975, la 9e chambre de la cour d'appel conclura qu'on ne peut caractériser «l'accident» dont a été victime Said Ghilas comme accident du travail — un accident survenu sur le trajet d'aller ou de retour du travail est en effet considéré comme accident du travail aux termes de l'arrêt 415-1 du Code de la Sécurité sociale, il est alors indemnisé comme tel. De sorte qu'à l'issue de cette longue procédure, la veuve et les 7 orphelins ne pourront même pas bénéficier des prestations de la Sécurité sociale. La disparition de Said les plonge dans la misère la plus profonde.

A l'appel de l'Humanité rouge

RASSEMBLEMENT REGIONAL OUVRIER-PAYSAN

MEETING MARXISTE-LENINISTE

NANTES
Samedi 12 juin
de 14 h à 22 h

Maison des jeunes des DERVALLIERES

Télévision

A propos de la «Soirée Polonaise» du 3 juin

L'UNIVERS BOURGEOIS D'UNE FAMILLE DE CADRE POLONAIS

Cette émission a confirmé à 100 % que ce pays se sert d'une idéologie en tous points comparable à celle des pays capitalistes pour intoxiquer le peuple.

Prenons l'exemple du feuilleton polonais «L'homme de 40 ans» typique à cet égard. Notons tout de suite que le «héros» est ingénieur ; il fait donc partie de ceux qui sont «capables» de faire tourner la machine économique, et qui — par conséquent — bénéficient de certains privilèges... Au cours de l'épisode nous apprenons que le héros est bien convaincu de son importance comme de celle des gens de son espèce, car : *«c'est nous* (lire les ingénieurs et spécialistes de toutes sortes) *qui avons construit le pays»*. Conception bien bourgeoise donc : les capacités individuelles, sanctionnées par des diplômes sont déterminantes et non la force des masses ; c'est l'idéologie du «don» : on devient dirigeant parce qu'on est «capable» et qu'on l'a mérité par sa valeur intellectuelle personnelle...

Dès le générique une musique aux rythmes et aux airs «américanisés», un défilé d'images évocatrices de la vie du héros, de ses préoccupations : l'ingénieur sur son chantier seul capable de décoincer une machine ; une autoroute garnie de voitures particulières ; et des femmes surtout, de jolies filles dans toutes les situations...

Le point de départ de ce premier épisode : l'anniversaire de 40 ans de l'ingénieur, épisode composé en deux parties ; les préparatifs de l'anniversaire et le déroulement de la soirée.

L'invité, un médecin, n'assistera pas à la fête, mais il apportera son cadeau, une bouteille de cognac — ce qui donnera l'occasion à des discussions sans fin pour savoir s'il faut le boire glacé ou chaud, l'auteur du film ne se gênant pas d'associer à ces discussions stupides même la laitière et tous les habitants de l'immeuble ; quel mépris du peuple polonais, comme s'il n'avait pas d'autres soucis !

Avec ce médecin, nous aurons aussi un aperçu sur la médecine en régime soi-disant communiste : utilisation de l'ambulance pour faire des courses personnelles (achat du cognac) ; consultation à la hâte dans un ascenseur et renvoi du malade à un spécialiste parce qu'on n'a pas envie de s'en occuper ; de jolies infirmières davantage à la disposition des médecins «qui aiment draguer» que des malades... Les malades en Pologne doivent apprécier !

La soirée de l'anniversaire elle-même met en scène, dans un intérieur bien soigné au goût moderniste une famille «modèle» : apparemment pas de problèmes financiers (voiture, équipement ménager moderne, logement suffisamment spacieux : est-ce que tous les Polonais vivent ainsi ?), femme au foyer, une fille et un garçon... Après le coucher des enfants, l'idylle vole cependant vite en éclats : les époux ne jouent au couple uni qu'à cause des enfants et profitent de chaque occasion pour s'enfuir par l'alcool.

Une fois saoulé, le «héros» revoit des personnages qui ont joué un rôle dans son passé. Leurs discussions sont révélatrices, elles aussi, des idées que les dirigeants du pays veulent propager : «la guerre» (laquelle, contre qui... ?) *«Je suis content qu'on l'ait gagnée»* (voilà comment, entre autres, les révisionnistes créent le chauvinisme) ; «aux Jeunesses communistes on buvait le cognac glacé» (drôles d'activités !) ; l'amie d'enfance est émigrée en France, une de ses filles fait des études à la Sorbonne, l'autre est hippie au Népal (pour tout commentaire : *«qu'elles sont jolies» !*) ; puis inévitablement on retrouve la femme-objet et le respect de la richesse se reflétant dans l'admiration que le héros, étant étudiant, éprouvait pour une jeune fille riche qui roulait en voiture et dont il baise maintenant les jambes...

Somme toute, c'est donc la description d'un univers bien bourgeois où règnent la dégénérescence (alcoolisme) et l'hypocrisie, où la femme est l'objet et la machine à reproduire l'espèce et la force de travail, où l'individu est extrait de tout contexte social pour ne tourner qu'autour de lui-même, où le seul idéal est le bonheur individuel et surtout, où le peuple est absent sinon ridiculisé ou méprisé.

Quant à nous, soyons sûrs que de telles émissions ouvrent les yeux aux téléspectateurs français sur le faux socialisme des pays de l'Est.

Une lectrice de Rennes.

Programmes TV

JEUDI 10 JUIN 1976

TF-1

20h00 et 23 h 00 : La bourgeoisie vous informe

20 h 30 Sandokan. *Ce nom est celui d'un personnage imaginaire sensé symboliser la résistance du peuple malais à l'occupation britannique au 19e siècle. Malheureusement les masses sont absentes et ce héros à l'exotisme de pacotille, ressemble plutôt à une superstar d'Hollywood.*

21 h 30 L'événement. *Magazine d'actualité dont les sujets sont encore imprévus.*

A-2

19 h 20, 20 h et 23 h 10 : La bourgeoisie vous informe

20 h 30 Fantomas. Film français d'André Hunebelle (1964). *Inspiré d'un héros de pacotille du début du siècle qui évoluait dans des romans qui avaient l'avantage de se situer dans des milieux sociaux très précis, nous avons affaire ici à un film d'aventures rocambolesques où Jean Marais joue son petit James Bond US.*

22 h 10 Les chefs-d'œuvre vous questionnent. *Emission déjà présentée dans le No du 24 mai.*

FR-3

19 h 20 et 22 h : La bourgeoisie vous informe

20 h 30 Les Noces rouges. *Film de Chabrol (1973). Les liaisons et aventures amoureuses de couples de la bourgeoisie provinciale. Ce film veut montrer la pourriture morale de cette classe. On la perçoit très clairement, mais, comme d'habitude, dans ce genre de procédé, la limite entre la dénonciation et la complaisance est très floue.*

Sur TF1, mardi soir

Deuxième émission de la série de Roger Pic sur la Chine

Avec le 2e volet de sa série sur l'histoire moderne de la Chine, Roger Pic nous a présenté un panorama très intéressant et très enthousiasmant de cette Chine nouvelle construite par les mains du peuple chinois sous la direction du Parti communiste avec à sa tête le président Mao Tsé-toung. C'est ainsi que l'année 1949 marque l'étape d'une gigantesque épopée où s'affrontent toujours bourgeoisie et prolétariat. C'est aussi le début d'un gigantesque effort du peuple chinois pour lever le pays économiquement en comptant sur ses propres forces avant tout et pour construire ce socialisme qu'il désire tant.

C'est là que prennent toute leur importance les documents filmés que nous présente Pic, notamment ceux sur le Grand Bond en avant, sur les différents plans quinquennaux ou encore sur le modèle agricole de Tatchai. Mais ce sont également les images époustouflantes sur les événements de l'Oussouri concrétisant dramatiquement la transformation de l'Union soviétique socialiste en pays impérialiste agressif.

On pouvait trouver, à travers de nombreuses images, l'extraordinaire mobilisation politique et idéologique du peuple chinois, toujours pour appuyer la ligne prolétarienne défendue et impulsée par Mao contre la ligne révisionniste dont les chefs successifs ont pour nom Liou Chao-chi, Lin Piao, Teng Siao-ping.

On a cependant parfois la désagréable impression, au détour d'un commentaire, que cette véritable lutte de classes qui entraine les masses et le parti dans son entier, disparait derrière une lutte de personnes et de leurs clans pour la succession aux postes dirigeants du pays. La critique et la mort politique de Liou Chao-chi, de Lin Piao ou de Teng Siao-ping ne sont pas le résultat de contradictions personnelles entre Mao et l'un d'eux mais bien plutôt le résultat de la lutte de classes entre le prolétariat et sa ligne qu'a toujours prônée Mao, et la bourgeoisie et sa ligne représentée par les messieurs Liou, Lin et Teng.

Une absence importante également dans ce 2e volet, c'est l'analyse de classe que fait la Chine sur le plan international en dénonçant la rivalité des 2 superpuissances impérialistes USA et URSS qui se préparent à une nouvelle guerre pour établir leur hégémonie sur le monde et en particulier l'Europe.

Ceci dit, si la télévision ne passait que des émissions comme celle de Roger Pic sur la Chine, il y aurait sans doute bien des choses de changées...

Notes de lecture

Les enfants de Xisha

Roman de Haoran

Haoran (prononcez : Haojane — H aspiré) est un des plus célèbres écrivains de la République populaire de Chine. Auteur de nombreuses nouvelles et romans, il a publié en 1974 son roman *Les Enfants de Xisha*, qui a connu un immense succès (5 000 000 exemplaires).

Dessin extrait de la bande dessinée chinoise adaptée du roman de Haoran.

Les Iles Xisha font partie de l'archipel de la mer de Chine méridionale où la présence chinoise est millénaire. Le 15 janvier 1974, le gouvernement fantôche de Saïgon revendiqua la possession de ces Iles et les envahit, mais ses troupes durent battre en retraite cinq jours plus tard. Les écrivains et les artistes chinois se firent les porte-paroles éloquents de cette victoire. Hoaran y séjourna pour se documenter et en rapporta l'inspiration de son roman *Les Enfants de Xisha*.

L'action se situe en 1942, au moment où les soldats du Kuomintang dirigé par Tchiang Kaï-chec et les troupes japonaises d'invasion essaient de s'emparer des Iles Xisha pour y installer des bases. Mais la population, essentiellement constituée de pêcheurs pauvres, s'oppose par tous les moyens à leur mainmise. Le roman raconte la prise de conscience d'un pêcheur dont les Japonais ont tué la femme et qui découvre que sa patrie ne sera sauvée des envahisseurs et des exploiteurs que par l'union des exploités regroupés sous la bannière de l'Armée rouge et du Parti communiste dirigés par Mao Tsé-toung. Deux jeunes enfants sont mêlés de près aux événements que rapporte le roman et ne sont pas les moins enthousiastes. Le lecteur sera séduit par leur fraîcheur, leur vivacité et l'héroïsme modeste dont ils font preuve dans les circonstances les plus pénibles. Trésor, la petite fille, et Ahai, le garçon, représentent la jeune génération formée au creuset de la nouvelle Chine, qui est bien décidée à ne pas permettre que l'indépendance et l'intégrité du territoire national soient attaquées, ni que quiconque les spolie des acquis de la nouvelle société chinoise.

Les enfants de Xisha, préfacé par Michelle Loi, est suivi d'un important dossier de documents bio-bibliographiques et critiques inédits sur Haoran. Cette édition est un événement, elle est en effet la première traduction dans une langue occidentale de ce célèbre roman de Haoran.

Traduit du chinois par Liang Paitchin.
1 vol. de 312 p., format 11X18 cm, couverture en couleurs : 30 F Éditions Alfred Eibel. En vente aux librairies Les Herbes sauvages, Le Sel de la Terre, La Force du Livre.

l'Humanité Rouge

document

La presse chinoise dévoile

LES RAISONS DES ATTAQUES DE MOSCOU CONTRE LA RFA

La volonté soviétique de dominer l'Europe se heurte à la conscience accrue des pays concernés du danger qui les menace. L'URSS, ces derniers temps s'en prend particulièrement à la RFA présentée comme totalement inféodée aux USA. Elle cherche à dresser la France contre la RFA, bref, à diviser pour régner, à affaiblir pour dominer.

Pour cela, les dirigeants du Kremlin n'hésistent pas à s'ingérer grossièrement dans les affaires intérieures de la RFA ; ils prétendent dicter leurs ordres au peuple allemand en parlant de la «volonté belliqueuse» de la RFA, du «revanchisme allemand», ils veulent faire passer le blanc pour le noir, le faux pour le vrai. Les véritables fauteurs de guerre, ce sont eux qui impulsent en URSS une économie entièrement tournée vers les préparatifs de guerre, foulant pour cela aux pieds les intérêts les plus vitaux du peuple soviétique.

Le «Renmin Ribao» a publié le 3 juin un commentaire intitulé : «Pourquoi messieurs les révisionnistes soviétiques se mettent-ils en colère ?» dont voici des extraits :

La récente déclaration du gouvernement soviétique sur les relations soviéto-ouest-allemandes a eu de profondes répercussions en Allemagne de l'Ouest comme dans d'autres pays occidentaux. Commentant cette déclaration, la presse ouest-allemande n'a pas caché son mécontentement et son indignation devant l'intervention flagrante des révisionnistes soviétiques dans les affaires intérieures ouest-allemandes.

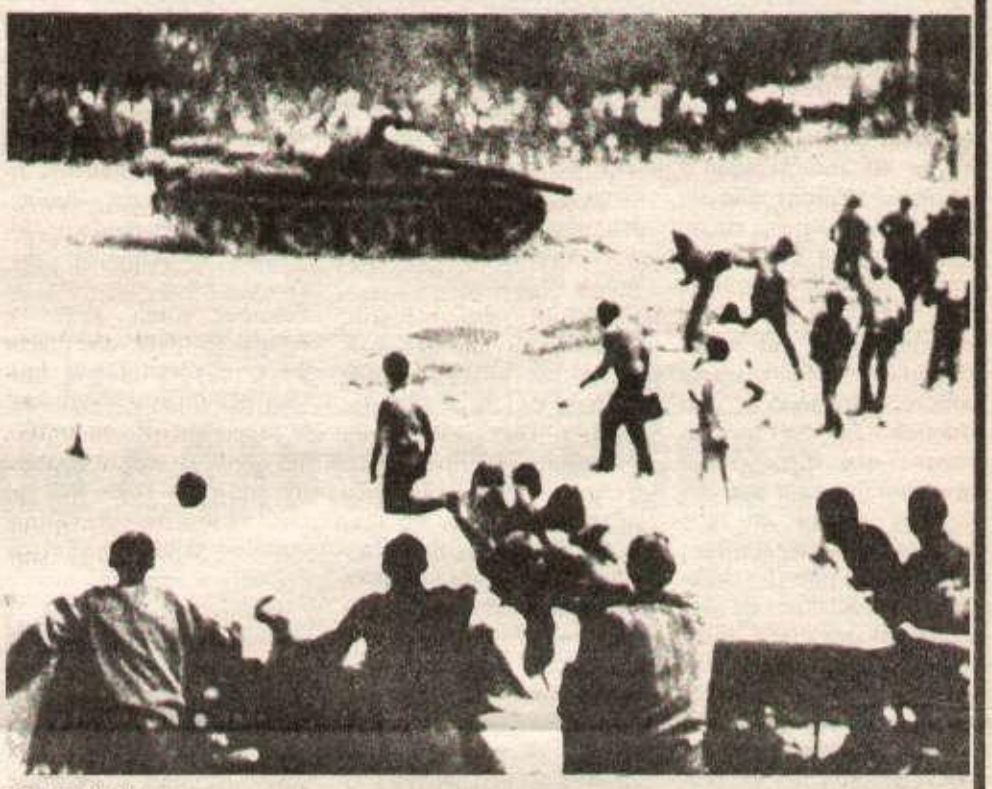
Une analyse permet de voir que la déclaration du gouvernement soviétique est un document diplomatique rempli d'injures, d'intimidations, de sophismes et d'hypocrisie. Elle se répand en attaques vicieuses contre «certaines forces» en Allemagne de l'Ouest qui s'opposent à l'expansion des révisionnistes soviétiques sous prétexte qu'elles «déforment la politique étrangère de l'Union soviétique» et «vivent sur les dogmes de la guerre froide». La déclaration prône la supercherie de «détente» et clame que les révisionnistes soviétiques «estiment qu'il leur est nécessaire» de s'engager dans l'expansion des armements et les préparatifs de guerre. Elle sermonne l'Allemagne de l'Ouest en la pressant d'être en bons termes avec l'Union soviétique, qualifiée de bienfaitrice de la première, et prétend impudemment que le gouvernement ouest-allemand n'a pu sortir de «l'isolement international» que grâce au soutien qu'il a accordé à la «politique de détente des révisionnistes soviétiques. Par ailleurs, le gouvernement soviétique conseille au peuple ouest-allemand de prendre en considération son «avenir» et lui demande d'un ton menaçant s'il choisit la «paix» ou la «guerre». Les révisionnistes soviétiques ont recours à tous les moyens méprisables, incluant l'usage d'un bâton d'acier recouvert de caoutchouc, l'intimidation, la séduction, les tactiques tant enveloppantes que brutales, en traitant avec un grand pays européen avec lequel ils se déclarent prêts à «coopérer». C'est un comportement rarement vu dans le cadre des relations internationales.

Les révisionnistes soviétiques ont manifestement un motif politique extrêmement sinistre en recourant à de tels moyens inhabituels. La nouvelle révélation de la tactique de fausse détente et d'expansion réelle des révisionnistes soviétiques après la conférence sur la sécurité en Europe, particulièrement après l'affaire angolaise, a suscité l'inquiétude et la vigilance des pays ouest-européens. Des personnalités d'Europe occidentale ont appelé au renforcement de l'alliance ouest-européenne et des forces de défense indépendantes. Un nombre toujours croissant de personnalités des milieux politiques et de la presse d'Allemagne de l'Ouest ont dénoncé la supercherie des révisionnistes soviétiques, celle de la fausse détente et de l'expansion militaire réelle.

M. Woerner, porte-parole en matière de politique de sécurité du groupe parlementaire CDU/CSU, a indiqué récemment que l'Union soviétique «accélère l'application partout dans le monde de sa politique offensive contre l'Occident». Quelques jours avant la publication de la déclaration du gouvernement soviétique, Genscher, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne de l'Ouest a exprimé en public son «inquiétude» au sujet de la menace militaire soviétique, estimant que l'expansion des armements de l'Union soviétique et ses préparatifs de guerre ont «dépassé les besoins objectifs de sa défense».

Les révisionnistes soviétiques ont toujours placé l'Allemagne de l'Ouest au centre de leur politique européenne et ils ont vanté les relations soviéto-ouest-allemandes comme un «succès» de la «détente». La «détente» se révèle aujourd'hui sous son vrai jour et conduit partout à une impasse, tandis que l'Allemagne de l'Ouest ne cesse d'élever sa vigilance à l'égard de la menace expansionniste soviétique. Pour peu qu'une telle tendance se développe, l'écran de fumée de la «détente» répandue par les révisionnistes soviétiques en Europe s'évanouirait à coup sûr. Ayant peur de cela, les révisionnistes soviétiques ont fait publier une déclaration gouvernementale longue et grossière méprisant les usages diplomatiques fondamentaux afin d'exercer des pressions sur les personnalités des milieux politique et journalistique ouest-allemands qui dénoncent la «détente» et se montrent vigilants vis-à-vis des ambitions des expansionnistes soviétiques. Ils se sont ingérés sans fard dans les affaires intérieures de l'Allemagne de l'Ouest et ont essayé de manipuler la situation et de placer la politique ouest-allemande dans l'orbite de leur «détente».

Malgré cela, le plan soviétique a totalement échoué et engendré un résultat contraire. Tout comme l'a indiqué la presse ouest-allemande, ce plan était fondé sur une «évaluation erronée» et «n'a pu obtenir aucun résultat». Le fait que les révisionnistes soviétiques sont entrés dans une rage folle et ont effectué une performance si repoussante ne fera que mettre à nu leur hideux visage hégémonique, servira d'enseignement par l'exemple négatif aux peuples ouest-allemands et aux autres pays européens et accélèrera la faillite totale de leur supercherie de «détente».



PRAGUE 68 :
Voici comment fut accueillie par le peuple tchécoslovaque la prétendue «aide internationaliste» des révisionnistes soviétiques.

TANT DE SOLLICITUDE EMEUT !

Savez-vous pourquoi le gouvernement soviétique a instauré des limitations à la consommation de la viande et a déclaré le jeudi «jour du poisson» ?

«Pour améliorer le régime alimentaire des citoyens moscovites». C'est en effet ce qu'a déclaré le chef du Département de l'alimentation des collectivités du gouvernement.

N'est-ce pas un bel exemple de sollicitude et de souci pour la santé des citoyens ?

Les mauvaises langues qui parlaient de pénurie de viande, qui déclaraient même que le bétail avait dû être abattu faute de céréales pour le nourrir en sont pour leurs frais. Ce ne sont que des calomnies. De même si le café manque dans les magasins depuis un an, c'est que le gouvernement soigne la tension nerveuse de ses citoyens.

Et s'il n'y a pas non plus de pain dans les boulangeries c'est (tout le monde sait que le pain fait grossir) que sa consommation risquerait de provoquer l'obésité des Soviétiques.

Le bruit court que le gouvernement a l'intention d'inviter de la même façon la population à ne se nourrir que de légumes et de fruits, pour le plus grand bien de la diététique familiale. L'URSS toujours à l'avant-garde du progrès et de la révolution deviendrait ainsi la première république végétarienne au monde.

Mais attention, pas n'importe quel légume : ainsi les tomates, les poireaux, les choux et la laitue sont sans doute dangereux pour la santé d'après les experts soviétiques. C'est pourquoi, toujours dans le même souci diététique, on ne les trouve qu'à des prix prohibitifs. Le kilo de tomates par exemple se vend à dix roubles (50 F plus ou moins) alors que le salaire moyen de l'ouvrier de Moscou est de 130 roubles.

De plus Moscou est une ville peu favorisée. La pénurie, pardon le régime, est plus strict en province. C'est tant pis pour les Moscovites : ils ne jouiront pas de la bonne santé des provinciaux qui eux vont avoir une taille à faire pâlir d'envie les vedettes de cinéma.

Quant aux bureaucrates du parti et des ministères, qui eux ne se privent de rien, ils seront gros et laids. Na !

Une telle inquiétude pour la santé des citoyens n'est-elle pas émouvante ?

Eh bien croirez-vous que les citoyens en question n'y ont rien compris et manifestent de plus en plus leur colère devant de telles mesures ?

L'URSS n'est peuplée que d'ingrats !

un lecteur

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 2e trimestre 1976